



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Cinquantième session
Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence

10-13 octobre 2022

**DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE MONDIALE (CSA)**

Mesdames et Messieurs les ministres,

M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO

Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs.

C'est un plaisir de vous accueillir à nouveau si nombreux en personne au siège de la FAO, à Rome, ainsi qu'en ligne, bien évidemment.

Nous nous réunissons en temps de crise mondiale. L'humanité est confrontée à une crise alimentaire qui détruit des communautés et des pays partout sur la planète. Une crise systémique et multiforme qui se déroule à plusieurs niveaux, une crise du coût de la vie et du développement humain qui fait peser sur la vie et les moyens d'existence une menace d'une ampleur que nous n'avions plus vue depuis des décennies peut-être.

Partout dans le monde, du Caire à Caracas, de Dacca à Dakar, des petits villages kényans aux petites exploitations agricoles du couloir de la sécheresse d'Amérique centrale, des gens souffrent.

Comme souvent, ce sont les ménages les plus pauvres et marginalisés, ceux qui consacrent plus de la moitié de leurs revenus à l'alimentation, qui pâtissent le plus de la situation. Les femmes et les filles, qui reçoivent généralement moins de nourriture et sont servies en dernier, sont particulièrement touchées. Les enfants souffrent d'un retard de croissance et abandonnent l'école pour aller travailler. Des millions de ménages vulnérables sont sur le point de replonger dans la pauvreté.

La concrétisation du droit inaliénable à une alimentation adéquate est en danger. L'accomplissement des objectifs de développement durable (ODD), dont évidemment l'ODD 2, «faim zéro», est en péril.

Les documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org

Comme nous l'avons déjà entendu, nous avons certes assez de nourriture pour cette année – bien que des difficultés compliquent considérablement l'accès à cette nourriture et sa distribution –, mais la situation pourrait considérablement se dégrader en 2023 et les années suivantes si nous n'intervenons pas de toute urgence.

Mesdames et messieurs,

Je suis encouragé par la ferme volonté d'agir qui se manifeste depuis plusieurs mois.

Mais il ne suffit pas d'agir. Nous devons agir ensemble en veillant à mener des initiatives cohérentes et complémentaires pour appuyer les efforts régionaux et nationaux et venir en aide, en premier lieu, aux personnes les plus fragiles.

Malheureusement, la coordination des initiatives ne suffira pas non plus. Il nous faut un plan collectif, un cadre d'action commun qui mobilise et canalise toutes les ressources nécessaires.

Mesdames et messieurs, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a mis sa plateforme internationale au service de ces efforts, notamment, on vient de le rappeler, en organisant le 18 juillet, à New York, une manifestation spéciale de haut niveau sur le thème: «Il est temps d'agir ensemble – coordonner l'action mondiale face à la crise alimentaire mondiale» avec le Président de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous avons agi à la fois avec le soutien du groupe mondial chargé de la réponse aux crises en matière d'alimentation, d'énergie et de financements, créé par le Secrétaire général de l'ONU, ainsi que pour lui venir en aide.

Je suis ravi que M. Abdulla Shahid, Ministre des affaires étrangères des Maldives et ancien président de l'Assemblée générale, participe aujourd'hui à cette séance plénière pour vous présenter les résultats de cette réunion.

Mesdames et messieurs,

Nous ne vivons pas simplement une crise de plus. La situation actuelle révèle les défaillances structurelles de nos systèmes alimentaires.

Nous devons nous employer avant tout à les rendre durablement résilients tout en cherchant à résoudre la crise qui nous frappe.

Nous devons évoluer vers des systèmes alimentaires qui permettent à chacun et chacune de jouir d'une sécurité alimentaire durable et de bénéficier d'une nutrition adéquate et abordable ainsi que de régimes alimentaires sains, et qui soient en même temps une source d'emploi et de revenus décents pour les petits agriculteurs et agricultrices, les exploitantes et exploitants familiaux, les producteurs et productrices de denrées alimentaires en général, les travailleurs et travailleuses du secteur alimentaire, les petites et moyennes entreprises et les coopératives.

En fin de compte, des systèmes alimentaires qui soient neutres en carbone, qui enrayerent l'appauvrissement de la biodiversité et restaurent les écosystèmes, et qui privilégient l'individu. Des systèmes alimentaires qui soient le fondement de la prospérité et le point de départ de l'éradication de la pauvreté.

En définitive, il nous faut une approche en deux axes: une action urgente face à la crise et une transformation à long terme.

Ainsi, tandis que nous réfléchissons aujourd'hui aux réponses à apporter à la crise mondiale, nous consacrerons également l'habituelle manifestation spéciale du Comité réuni en séance plénière, qui se

tiendra jeudi matin, aux efforts que vous menez pour mettre en œuvre les feuilles de route nationales et les alliances destinées à rendre les systèmes alimentaires plus inclusifs et plus durables.

Chers collègues, le CSA continuera bien évidemment à donner des orientations sur les politiques générales fondées sur la science au sujet des questions stratégiques en rapport avec l'ODD 2, notamment les recommandations en matière de politiques sur la promotion de la participation et de l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la sécurité alimentaire et la nutrition, que nous allons adopter à cette séance. L'accord sur ces recommandations est pour moi et, je pense, pour chacun et chacune d'entre vous une source d'espoir en ces temps incontestablement difficiles pour le multilatéralisme.

Pour terminer, chers collègues,

Le monde peut compter sur ce Comité ainsi que sur nous tous et ceux que nous représentons. Sa réforme, en 2009, avait précisément pour but de l'armer pour faire face aux crises mondiales et d'en faire une plateforme où les gouvernements – le Comité rassemble actuellement 137 États membres –, le système des Nations Unies, les institutions financières internationales, la communauté des chercheurs et des centaines de représentants de la société civile et du secteur privé qui sont avec nous en personne aujourd'hui, se réunissent pour promouvoir des mesures politiques coordonnées à prendre pour venir à bout du fléau de la faim et de la malnutrition et appuyer les efforts des pays.

Nous comptons sur votre dynamisme et votre action coordonnée.

Je vous remercie de votre attention.